



République de Pologne

# Pologne

## Données historiques

**AVIS:** Certaines passages de cette section sur l'histoire sont empruntés presque intégralement de l'*Encyclopédie Microsoft Encarta 2004*, art. «Pologne».

### 1 Les origines protoslaves

Les premières traces de la présence humaine, dans le bassin de la Vistule et de l'Oder, remonteraient à environ 100 000 ans avant notre ère. Les chasseurs néandertaliens avaient pénétré les territoires sud de la Pologne actuelle. Les premiers indices d'habitat sédentaire de l'homme en Pologne dateraient de l'époque mésolithique (8000-5500 avant notre ère). À la suite des invasions des tribus asiatiques, les habitants du territoire de la Pologne actuelle commencèrent à s'organiser en communautés plus nombreuses et à construire des forts défensifs. À partir du VI<sup>e</sup> siècle avant notre ère, la Pologne devint à l'est le terrain des incursions scythes et sarmates, alors qu'à l'ouest ce fut les invasions celtes et germaniques. Les envahisseurs s'installèrent sur les territoires conquis, mais généralement ils s'assimilèrent aux autochtones.

Les peuples slaves arrivèrent sur ces terres au VI<sup>e</sup> siècle de notre ère et, en quelques siècles, ils réussirent à s'imposer. Ils purent repousser de façon efficace les invasions des peuples asiatiques nomades et celles de la Grande-Moravie voisine. Plusieurs des tribus slaves à l'origine de la nation polonaise, dont les Polanes, les Vislanes, les Poméraniens et les Mazoviens, se seraient unies, vers 840 avant notre ère, sous la gouverne d'un roi connu sous le nom de Piast. La pratique orale de la langue polonaise s'est constituée bien avant le X<sup>e</sup> siècle, mais le polonais évolua et se stabilisa par étapes. Cependant, la Pologne ne figure dans l'histoire de l'Europe qu'à partir du règne de Mieszko (960-992).

### 2 La construction de la Pologne et son apogée

Mieszko I<sup>er</sup>, considéré comme le fondateur de la dynastie Piast, convertit les Polonais au christianisme afin de combattre les incursions germaniques, ce qui détermina l'adoption de l'alphabet latin. Mieszko I<sup>er</sup> hérita de ses prédécesseurs de vastes territoires unifiés qui englobaient la Grande-Pologne, la Cujavie, la Mazovie, mais conquiert aussi la Silésie, la Petite-Pologne, soumit la Poméranie et plaça la Pologne sous la protection du pape afin d'écarter la suzeraineté allemande.

#### 2.1 Le rôle de l'Église catholique

C'est au cours du règne de son fils, Boleslas I<sup>er</sup> le Vaillant (992-1025), que l'Église chrétienne s'implanta fermement en Pologne. Ce remarquable personnage fut également le vainqueur des guerres menées contre Henri II, empereur du Saint-Empire romain germanique, et agrandit considérablement le territoire polonais (Poméranie, Moravie, Silésie et Lusace). Il fut sacré roi par le pape en 1025 et devint ainsi le premier roi de Pologne. Il s'empara de la Lusace et de la Bohême, de la Moravie et d'une partie de la Slovaquie et envahit l'est de la Russie. À sa mort, la Pologne s'étendait au-delà des Carpates, de l'Oder et du Dniestr. Toutefois, la majorité de

ces conquêtes furent perdues sous le règne de son fils Miesko II (1025-1034) qui reconnut la suzeraineté allemande.

Au cours des trois siècles suivants, la Pologne fut confrontée à la fois à des difficultés intérieures et extérieures (invasions étrangères). Sous Boleslas II le Hardi (1058-1079), la Pologne retrouva sa puissance passée en affirmant son indépendance, mais, ayant fait assassiner l'archevêque de Cracovie qui avait pris la tête d'une révolte, Boleslas II dut s'exiler en raison d'un interdit papal. Après des années de chaos, Boleslas III (1102-1138) rétablit l'ordre et reconquit la Poméranie, vainquit les armées de Prusse et défendit la Silésie contre Henri V, empereur du Saint-Empire romain germanique. À sa mort, la Pologne fut divisée entre ses quatre fils, et le royaume se fragmenta en plusieurs duchés indépendants en conflit les uns contre les autres.

## 2.2 Les envahisseurs

En 1240 et 1241, les Mongols envahirent la Pologne, qu'ils dévastèrent. Entre-temps, les possessions baltes voisines appartenant aux Prussiens furent conquises par les chevaliers Teutoniques, et des colons allemands, encouragés par les princes polonais, commencèrent à s'installer dans le pays. Au cours de cette période de colonisation, de nombreux juifs, fuyant les persécutions dont ils étaient l'objet en Europe occidentale, trouvèrent refuge sur le territoire polonais.

En 1320, Ladislas I<sup>er</sup> fut couronné roi de Pologne. De 1305 à 1333, il infligea de sévères défaites aux chevaliers Teutoniques et le royaume fut réunifié. Au cours du règne de son fils Casimir III, dit Casimir le Grand (1333-1370), la puissance et la prospérité de la Pologne s'accrurent considérablement. Casimir, l'un des rois les plus éclairés de l'histoire polonaise, fut également le dernier roi de la dynastie de Piast. Il fut à l'origine d'importantes réformes administratives, judiciaires et législatives, fonda l'université Jagellon en 1364, accrut l'aide aux juifs réfugiés d'Europe occidentale et conquit la Galicie.

## 2.3 La seconde dynastie

La deuxième dynastie de rois polonais, les Jagellons, fut fondée par Jagellon, un grand-duc de Lituanie. En 1386, il épousa Hedwige, reine de Pologne et petite-nièce de Casimir III. Il accéda ainsi au trône de Pologne sous le nom de Ladislas II Jagellon (1386-1434). Converti au catholicisme, il christianisa les Lituaniens. En 1410, à Grunwald-Tannenberg, il remporta à la tête des armées polonaise et lituanienne une victoire décisive sur les chevaliers Teutoniques, ce qui fit de la Pologne l'une des nations les plus puissantes d'Europe. Par la suite, jusqu'en 1569, les deux États seront le plus souvent dirigés par le même monarque.

Sous le règne des Jagellons, la Pologne atteignit le sommet de sa puissance, de sa prospérité et de son rayonnement culturel. Casimir IV (1445-1492) mena une guerre prolongée et victorieuse (1454-1466), la guerre de Treize Ans et contre les chevaliers Teutoniques. En 1466, la paix de Torun, qui met un terme au conflit, assura à la couronne la possession de la Prusse occidentale, de la Poméranie ainsi que d'autres territoires. Les derniers Jagellons, en particulier Sigismond I<sup>er</sup> (1506-1548), accumulèrent d'autres victoires militaires et diplomatiques, malgré quelques échecs. En 1569, Sigismond II Auguste (1548-1572) réunit la Pologne et la Lituanie (union de Lublin).

## 2.4 Le nationalisme polonais

Certains attribuent la première grammaire polonaise, écrite en latin et parue en 1568, à Piotr Statorius-Stojenski, un Polonais d'origine française et élève de Jean Calvin. Mais c'est vers 1440, un siècle plus tôt, que l'on date la plus ancienne grammaire polonaise, en latin elle

aussi, écrite par Jakub Parkoszowic.

La Renaissance vit l'émergence du nationalisme polonais dans la langue. Jusqu'alors, la plupart des Polonais portaient des noms russes du calendrier orthodoxe (Stepan, Iwan, Grigorij, Jakov, Matvej, etc.). À la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, commença une polonisation intense des prénoms non polonais qui finirent par disparaître. Paradoxalement, le vocabulaire s'enrichit de nombreux emprunts à des langues étrangères telles que le l'italien, le français et le tchèque. Beaucoup de Polonais de l'époque développèrent l'habitude (appelée *makaronizm*) d'insérer tant à l'oral qu'à l'écrit des expressions et des tournures d'origine étrangère, principalement latine.

### 3 Le déclin et le dépeçage de la Pologne

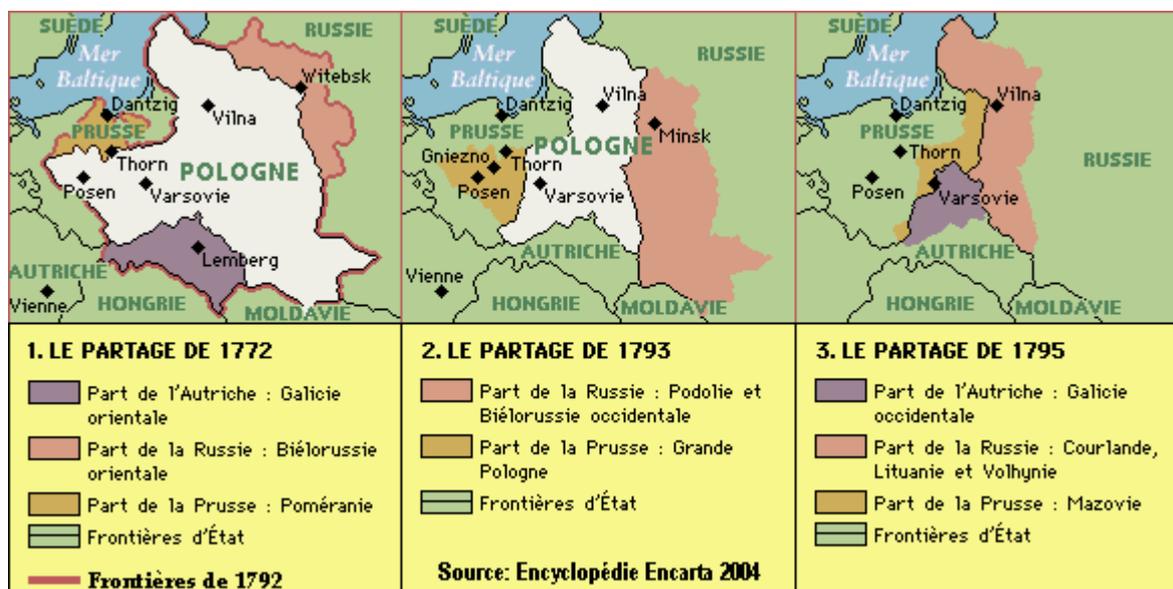
Avec la mort de Sigismond II Auguste, le dernier des Jagellons, en 1572, un nouveau régime s'installa: le roi de Pologne était élu par la Diète. Celle-ci finit par imposer des restrictions au pouvoir monarchique. Puis le pays s'engagea dans des luttes pour le contrôle de la mer Baltique et le trône de Suède. Les guerres désastreuses contre la Suède, la Russie, les Cosaques d'Ukraine, le Brandebourg et les Ottomans aboutirent à la perte de territoires importants et à la ruine d'une grande partie de la Pologne. En 1655, la Suède vainquit la Pologne lors de la première guerre du Nord (1655-1660). Ces nouvelles guerres ravagèrent le pays et aboutirent à la perte de nombreux territoires : duché de Prusse (1657), Livonie intérieure cédée à la Suède (traité d'Oliva, 1660) et Ukraine orientale abandonnée à la Russie (traité d'Androusovo de 1667). La Pologne sortit ruinée de cette crise.

#### 3.1 Le déclin

En 1683, les armées polonaises et allemandes placées sous l'autorité de Jean III Sobieski défirent les Ottomans aux portes de Vienne, mettant ainsi un terme à une sérieuse menace contre la chrétienté en Europe centrale, mais cette victoire ne suffit pas à enrayer le déclin de la Pologne. Auguste II prit le contrôle du pays (1697-1733) et, durant son règne, l'empire russe engagea des attaques systématiques contre la Pologne, réduisant ainsi progressivement ses voisins à l'impuissance. La corruption politique étendue qui régnait dans la noblesse polonaise accéléra le glissement vers le déclin national. En 1764, les troupes russes entrèrent en Pologne et imposèrent le couronnement de Stanilas II Auguste (1764-1795), un favori de Catherine II, impératrice de Russie.

#### 3.2 Le dépeçage

L'expansionnisme russe provoqua une profonde inquiétude au sein des puissances européennes. Les Ottomans déclarèrent alors la guerre à la Russie. La Prusse et l'Autriche, effrayées par la perspective d'un conflit général en Europe et désireuses de s'emparer d'une partie du territoire polonais, proposèrent au gouvernement russe un «plan de partage» de la Pologne, c'est-à-dire son dépeçage. Au cours du premier partage, en 1772, les trois puissances s'approprièrent environ un tiers de son territoire. En 1793, le deuxième partage - auquel seules la Prusse et la Russie participèrent - réduisit encore le territoire polonais. Et le troisième partage, en 1795, mit fin à l'existence de l'État polonais.



En 1794, les Polonais entamèrent une guerre révolutionnaire pour la reconquête de leurs territoires perdus. Après avoir regagné une portion des territoires perdus, les forces russes entrèrent dans Praga, un faubourg de Varsovie, et massacrèrent une grande partie de la population. Les puissances victorieuses signèrent, entre 1795 et 1797, plusieurs traités réglant le troisième partage de la Pologne. Aux termes de ces traités, l'empire russe se vit accorder environ la moitié de ce qui restait du territoire polonais, et la Prusse et l'Autriche, chacune environ un quart. L'État polonais disparut alors de la carte de l'Europe.

## 4 La Pologne sous la domination étrangère

Parce qu'il avait promis de faire renaître la Pologne, Napoléon I<sup>er</sup> obtint une aide substantielle des Polonais; des milliers d'entre eux s'engagèrent à ses côtés. En 1807, aux termes du traité de Tilsit, il créa le grand-duché de Varsovie, qui fut constitué par les territoires acquis par la Prusse en 1793 et 1795. Deux ans plus tard, Napoléon força l'Autriche à céder la Galicie de l'Ouest au grand-duché. Mis à part l'octroi d'une constitution libérale au nouvel État, Napoléon ne fit à peu près plus rien pour les Polonais, qui soutinrent pourtant avec enthousiasme la campagne de Russie en 1812.

### 4.1 Les suites du Congrès de Vienne de 1815

En 1815, le congrès de Vienne, qui établit l'accord de paix général de l'Europe après la chute de Napoléon, créa le royaume de Pologne (appelé aussi «Pologne du Congrès»), qui fut constitué des trois quarts environ du territoire de l'ex-grand-duché de Varsovie et dont le roi était l'empereur de Russie. Le congrès constitua également la ville de Cracovie en république indépendante et répartit le reste du territoire polonais entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. Mais les nationalistes polonais lancèrent un mouvement indépendantiste puissant, alors qu'éclata une insurrection armée, le 29 novembre 1830. Les Polonais expulsèrent les autorités impériales et, en janvier 1831, proclamèrent leur indépendance. Lors de la guerre qui s'ensuivit, les Polonais gardèrent les Russes à distance pendant plusieurs mois, ce qui ne peut empêcher les Russes de remporter une victoire importante à Ostrolenka en mai 1831; ils prirent Varsovie en septembre.

### 4.2 La russification de la Pologne

À la suite de la rébellion, la Constitution, la Diète et l'armée polonaise furent supprimées, de même que les libertés civiles. Des mesures sévères furent prises pour russifier les institutions publiques et l'administration, tandis que le pays était dépouillé de ses trésors littéraires et

artistiques. D'autres insurrections nationalistes eurent lieu en Pologne en 1846, en 1848, en 1861 et surtout en 1863, mais elles demeurèrent sans lendemain. Par la suite, voulant intensifier son programme de russification, les autorités russes introduisirent le russe à l'école, restreignirent l'usage du polonais et réussirent à influencer les activités de l'Église catholique. Culturellement, politiquement et économiquement, les territoires polonais occupés par les Russes devinrent de «simples provinces» de l'Empire russe, et perdirent toute leur ancienne autonomie. Quant aux Polonais de la *Pologne prussienne*, ils furent soumis à une politique de germanisation, qui ne fut cependant pas aussi sévère que la politique de russification. Pour ce qui est des Polonais de la *Pologne autrichienne*, ils furent traités plus libéralement et conservèrent leurs propres leaders et activités politiques. C'est à cette époque que la langue polonaise connut une période de résistance contre l'allemand et surtout le russe.

## 5 L'indépendance de 1919

Lors de la Première Guerre mondiale, les Polonais enrôlés dans les forces armées de la Russie tsaristes durent combattre les Polonais enrôlés dans les armées des puissances centrales. Après la chute de l'empire russe en mars 1917, le gouvernement provisoire russe reconnut le droit des Polonais à l'autodétermination. Un gouvernement provisoire polonais fut alors formé à Paris. En septembre 1917, les Allemands, qui contrôlaient alors complètement le pays, créèrent un conseil de régence comme autorité gouvernementale suprême d'un prétendu «royaume de Pologne». Avec la défaite des puissances centrales à l'automne de 1918, les Polonais retrouvèrent rapidement un État. En novembre, la Pologne fut proclamée république indépendante, et Józef Pilsudski en devint le chef d'État à titre temporaire.

### 5.1 Le traité de Versailles de 1919

Le traité de Versailles de en juin 1919 accorda à la Pologne une bande de territoire étroite (le «couloir de Dantzig»), qui s'étendait le long de la Vistule jusqu'à la Baltique, ainsi qu'une grande partie de la Posnanie et de la Prusse occidentale. Après une guerre contre la Russie soviétique en 1920, la Pologne récupéra ses territoires historiques de Biélorussie et d'Ukraine. Les Polonais acquirent également plusieurs territoires de la Haute-Silésie en 1921 et en 1922. Mais la Pologne élaborait une politique étrangère axée principalement par la crainte que lui inspiraient l'Allemagne et l'Union soviétique. En 1932, elle conclut avec l'Union soviétique un pacte de non-agression. En 1934, un accord similaire, prévu pour une durée de dix ans, fut signé avec l'Allemagne. Ces deux derniers traités garantirent les frontières de la Pologne. En politique intérieure, l'adoption d'une constitution permanente (en mars 1921) révéla que la Pologne était incapable de protéger les droits économiques et politiques des Juifs, Ukrainiens, Biélorusses, Allemands et autres minorités linguistiques, ce qui provoqua des agitations et des conflits constants. En 1924, le gouvernement polonais concéda quelques droits pour répondre aux exigences de certaines de ces minorités.

### 5.2 L'agression allemande

À la fin des années trente, le triomphe du national-socialisme en Allemagne et la politique expansionniste d'Adolf Hitler représentèrent un grave danger pour la sécurité de la Pologne. Après les accords de Munich et l'anéantissement de l'État tchécoslovaque qui leur a fait suite en mars 1939, la Pologne, qui s'est vu accorder quelque 1000 km<sup>2</sup> du territoire tchèque à Munich, devint la nouvelle cible principale de la diplomatie allemande. Les Allemands exigèrent que la Pologne consente à leur céder Dantzig et qu'elle leur accorde des droits importants sur le fameux «couloir». Après le refus des Polonais, les Anglais et les Français assurèrent la Pologne de leur appui en cas d'agression allemande. Le 28 avril, Hitler dénonça le traité germano-polonais de non-agression. Le 1<sup>er</sup> septembre 1939, l'Allemagne attaqua la Pologne après avoir signé un pacte avec l'Union soviétique, ce qui déclencha la Seconde Guerre mondiale.

L'armée polonaise ne reçut aucune aide réelle des Occidentaux. Le 17 septembre, les troupes soviétiques envahirent l'est de la Pologne, et les deux envahisseurs se partagèrent le territoire polonais. Des représailles considérables furent exercées contre les Polonais dans la zone d'occupation allemande, alors que dans la zone d'occupation soviétique des milliers de Polonais furent déportés en Sibérie. En 1940, les services de sécurité soviétiques assassinèrent des milliers d'officiers polonais faits prisonniers.

Entre-temps, un gouvernement en exil, avec à sa tête le général Wladyslav Sikorski, fut mis sur pied en France. Au lendemain de la défaite de la France en 1940, le gouvernement polonais établit son quartier général à Londres. En 1941, les forces armées allemandes envahirent tous les territoires polonais occupés par les Soviétiques.

### 5.3 La politique d'extermination nazie

Pendant leur occupation du pays, les Allemands pratiquèrent une politique d'extermination systématique des Polonais, en particulier des juifs polonais, dont la plupart périrent à Auschwitz (Oswiecim), Treblinka, Majdanek, Sobibór et dans d'autres camps de concentration disséminés à travers tout le pays. La concentration des Juifs dans le pays aura été l'une des raisons pour lesquelles la Pologne a été choisie par l'Allemagne nazie pour y pratiquer la «solution finale». À la fin de la Seconde Guerre mondiale, total estimé de victimes civiles atteignit cinq millions (soit 18 % de la population d'avant la guerre), dont la plupart sont à attribuer aux Allemands. Quant aux pertes militaires de la Pologne, elles atteignirent quelque 600 000 hommes. Puis l'armée soviétique libéra la Pologne des Allemands.

Lors de la conférence de Potsdam, qui se tint en août 1945 après la reddition allemande, les Alliés placèrent sous administration polonaise la Basse-Silésie, la Haute-Silésie, la Poméranie, la Mazurie, la Ville de Dantzig et des parties du Brandebourg allemand, en attendant les conclusions d'un traité de paix définitif. La frontière orientale de la Pologne fut fixée par le traité conclu entre les gouvernements polonais et soviétique le 16 août 1945. Toutefois, la frontière soviéto-polonaise fut établie bien plus à l'ouest que la frontière d'avant-guerre (soit 225 km vers l'ouest), la Pologne ayant dû céder ses régions agricoles de l'est au profit de l'Union soviétique (aujourd'hui une partie de l'Ukraine et de la Biélorussie). La Pologne obtint en retour des territoires allemands plus industrialisés dont un long littoral sur la mer Baltique; la ville de Dantzig devint Gdansk.

## 6 La Pologne communiste

Après la guerre, le poids des socialistes et des communistes au sein du gouvernement polonais s'accrut de façon continue. Lors des élections législatives de 1947, la coalition des deux principaux partis emporta plus de 85 % des voix. À partir de septembre 1948, le Parti ouvrier polonais exclut des milliers de prétendus «communistes nationalistes». En décembre, les socialistes et les communistes fusionnèrent pour former le Parti ouvrier unifié (POUP) dominé par les communistes stalinien.

### 6.1 La période stalinienne

En 1949, le maréchal soviétique Konstantine Rokossovsky fut nommé à la tête des forces armées polonaises. Dès lors, les dirigeants communistes prosoviétiques tentèrent de fixer à la Pologne des objectifs industriels et économiques conformes au système économique et social de l'Union soviétique. Les autorités soviétiques déclenchèrent un conflit important entre l'Église catholique lorsqu'elles confisquèrent de nombreuses propriétés de l'Église et ordonnèrent la fermeture des établissements scolaires confessionnel. Dans les années cinquante, le gouvernement s'arrogea même le droit de superviser la nomination des prêtres, qui durent tous lui prêter serment de fidélité. Le cardinal Stefan Wyszyński, archevêque de Varsovie et de Gniezno, s'opposa à cette mesure, ce qui lui vaudra d'être suspendu de ses fonctions et

incarcéré en 1953. En 1952, la Pologne adopta une constitution calquée sur celle de l'Union soviétique tout en reconnaissant explicitement certains droits à la propriété privée.

Au cours de cette période dite stalinienne, la langue polonaise fut grandement marquée par le russe. Le néologisme *nowomowa* (pour «nov-langue» ou «nouvelle langue») fit son apparition pour désigner les nombreux emprunts au russe et, de façon générale, la langue de bois des représentants du Parti communiste. Cette influence du russe entraîna un courant littéraire éphémère en Pologne, mais qui tenta de s'imposer et qu'on a appelé le «réalisme socialiste». C'est à cette époque que le vouvoiement à la russe (*wy*), alors prôné par la nomenklatura soviétique, remplaça progressivement la formule de politesse à la troisième personne (*pan* «Monsieur» *pani* et «Madame») en usage en polonais.

## 6.2 Les tentatives de réformes

Après la mort de Staline en 1953, des artistes, des intellectuels, des étudiants et des ouvriers polonais élevèrent la voix pour exiger des réformes gouvernementales et une plus grande liberté du pays par rapport à l'Union soviétique. De hauts responsables staliniens furent démis de leurs fonctions et le cardinal Wyszynski fut libéré. Au printemps 1968, le mécontentement populaire se manifesta encore en Pologne, notamment dans les universités du pays. Les étudiants réclamaient des réformes libérales semblables à celles consenties par les autorités tchécoslovaques. Pour étouffer la contestation, le gouvernement polonais lança une campagne antisémite. Des centaines de juifs et de réformateurs furent démis de leurs fonctions au sein du gouvernement, du parti, de l'université et des journaux; un grand nombre d'entre eux quitta le pays pour l'Ouest ou Israël. Le 20 août, la Pologne prit part à l'invasion de la Tchécoslovaquie menée par les forces du Pacte de Varsovie (sous la direction des Soviétiques) en fournissant un contingent estimé à 45 000 hommes.

Au début des années soixante-dix, de graves problèmes économiques incitèrent le gouvernement à modifier sa politique étrangère, notamment à l'égard de la prospère République fédérale d'Allemagne (RFA). Finalement, la RFA accepta formellement la perte des 100 000 km<sup>2</sup> récupérés par la Pologne sur le territoire allemand à la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'établissement de la «ligne Oder-Neisse» comme frontière occidentale de la Pologne. Pour sa part, la RFA reçut l'assurance que les résidents polonais qui réclamaient la nationalité allemande (estimés à plusieurs dizaines de milliers) obtiendraient l'autorisation d'émigrer. Les deux parties complétèrent leur normalisation par la ratification d'un traité en mai 1972.

## 6.3 Le syndicat Solidarité

À la fin des années soixante-dix, la crise économique prit des dimensions considérables. Les ouvriers polonais, surtout ceux des ports baltes de Gdansk, Gdynia, et Szczecin, organisèrent des manifestations qui tournèrent à l'émeute, à l'incendie et au pillage. L'état d'urgence fut déclaré pour une semaine et la répression s'abattit, provoquant la mort de nombreuses personnes. Mais les visites faites par les présidents américains Richard Nixon en 1972, Gerald Ford en 1975, puis Jimmy Carter en 1977, symbolisèrent ouvertement l'amélioration des relations avec l'Occident. Au cours de cette période, la Pologne commença le rapatriement de quelque 125 000 personnes d'origine allemande vers la République fédérale d'Allemagne. Toutefois, le niveau de vie des Polonais se détériora et, à l'été de 1980, des centaines de milliers d'ouvriers réagirent à une sévère hausse des prix alimentaires en se mettant en grève. En août, le pays fut paralysé: pendant trois semaines les ouvriers de Gdansk et d'autres ports de la Baltique menèrent des grèves d'occupation dans les chantiers navals; ils présentèrent leurs exigences politiques. Les autorités communistes durent faire des concessions sans précédent aux ouvriers. Il s'agissait, entre autres, du droit de grève, de l'augmentation des salaires, de la libération de prisonniers politiques et de la suppression de la censure. La

reconnaissance du droit de constituer des syndicats indépendants conduit à la mise sur pied de la *Fédération Solidarité* à la mi-septembre (10 millions de membres).

Dans ce mouvement pacifiste dirigé par un leader charismatique, Lech Wałęsa, toute la société se retrouva, d'où son efficacité. Malgré le dernier sursaut violent du régime (le coup de force du général Wojciech Jaruzelski qui déclara l'«état de guerre» le 13 décembre 1981, interdit Solidarité et emprisonna Wałęsa), la société polonaise, soutenue spirituellement par Karol Wojtyła, «son» pape (Jean-Paul II), ne se soumit guère. En 1983, la loi martiale fut levée, mais les autorités polonaises continuèrent d'exercer une grande partie des pouvoirs d'exception. Le gouvernement Jaruzelski relâcha progressivement la pression et tenta d'introduire des réformes économiques. Celles-ci ne parvinrent pas à emporter un soutien populaire suffisant, et ne furent jamais menées à terme.

#### 6.4 La fin de l'Union soviétique

La Pologne sortit de l'impasse politique et économique grâce à la nomination de Mikhaïl Gorbatchev à la tête de l'Union soviétique en 1985 et à la libéralisation de la politique soviétique qui en résulta. Des libertés politiques et civiques furent concédées, puis Solidarité redevint légal. Lors des élections législatives de 1989, Solidarité emporta 90 % des sièges du Sénat ainsi que 160 des 161 des sièges qu'on lui a permis de briguer à la Diète. En août, Tadeusz Mazowiecki, un proche collaborateur de Wałęsa, forma un gouvernement de coalition dans lequel les communistes eurent en charge les ministères de la Défense et de l'Intérieur. Mazowiecki, premier ministre polonais non communiste en plus de 40 ans, démantela le système communiste et renforça la transition démocratique.

### 7 La Pologne démocratique

En 1990, Solidarité se scinda en deux groupes l'un soutint Wałęsa et l'autre Mazowiecki. En novembre, Lech Wałęsa l'emporta, mais la «petite Constitution» de transition adoptée en 1992 mit en place une distribution ambiguë des pouvoirs respectifs du président, du premier ministre et du Parlement. Par exemple, la représentation proportionnelle adoptée pour les élections de 1991 aboutit à une Diète composée de membres d'une douzaine de partis politiques d'importance significative, ce qui entraîna une succession de coalitions parlementaires éphémères. Le système électoral adopté pour les élections de septembre 1993 fixa un seuil minimal de 5 % des suffrages (8 % pour les coalitions) à l'obtention de sièges et clarifia la situation politique: seuls six partis furent représentés à la Diète. Lors de l'élection présidentielle de novembre 1995, Lech Wałęsa, qui s'était discrédité auprès des Polonais à cause de ses échecs personnels et de ses erreurs politiques, fut battu par Aleksander Kwasniewski, un ancien communiste et dirigeant fondateur de Solidarité. Kwasniewski s'engagea à poursuivre le processus de réforme économique et à faire en sorte que la Pologne devienne membre à part entière de l'Union européenne et de l'OTAN.

En 1997, une commission parlementaire extraordinaire, dominée par d'anciens communistes, acheva la rédaction d'une nouvelle Constitution qui fut approuvée par quelque 52 % des votants. Nombre de ses dispositions sont conformes aux conditions d'adhésion exigées par l'Union européenne et l'OTAN. De fait, la Pologne fit partie de la première vague d'élargissement de l'OTAN, à laquelle elle fut admise en mars 1999. Le gouvernement mena une politique résolument pro-européenne, soutenue à une courte majorité par la population et le Parlement. La Pologne adhéra à l'Union européenne en 1999. En octobre 2000, Alexandre Kwasniewski fut réélu à la présidence du pays au premier tour de scrutin; Lech Wałęsa n'obtint que 1 % des voix et arriva en septième position. Cela dit, les secteurs les plus importants de l'État demeurent toujours aux mains des dignitaires de l'ancien régime communiste. Il n'y a jamais eu de programme d'épuration en profondeur de la fonction publique, mais les Polonais croient que l'adhésion à l'Union européenne va mettre fin à la corruption en raison des

pressions de Bruxelles.

Au cours de son histoire, le pays a traversé des phases successives de puissance et de déclin, allant même jusqu'à disparaître en tant qu'État pendant plus d'un siècle. Au cours du Moyen Âge, le latin servit de langue véhiculaire et fut employé par les serviteurs de la Couronne, l'Administration et l'Église catholique. Contrairement à d'autres pays voisins, l'alphabet latin, plutôt que l'alphabet cyrillique, fut adopté pour écrire le polonais. Afin de pouvoir transcrire les sons complexes de la langue polonaise, certains groupes de consonnes et de signes diacritiques (points, accents, etc.) furent ajoutés à certaines lettres.

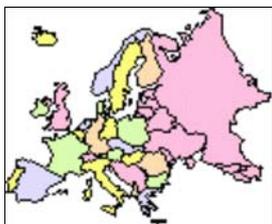
À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le pays a subi des transformations profondes dans ses frontières, ses structures, sa population et son économie. La Pologne est devenue une république démocratique en 1989. Ce fut le premier pays du bloc de l'Est à se doter d'un gouvernement libéral, après 42 années de régime communiste.



Dernière mise à jour: 15 janv. 2011



<a href="#">Données démolinguistiques</a>	<b><u>Pologne</u></b>	Données historiques
<a href="#">Politique linguistique à l'égard du polonais</a>	<a href="#">Politique linguistique à l'égard des minorités nationales</a>	<a href="#">Bibliographie</a>



[L'Europe](#)



[Accueil: aménagement linguistique dans le monde](#)